



GRÈVE ET MANIFESTATIONS

10 octobre : le cri d'alarme des fonctionnaires

MARDI 10 OCTOBRE 2017 [VALÉRIE FORGERONT \(VALERIE-FORGERONT\)](#)

Des dizaines de milliers de manifestants à Paris, des milliers aussi dans les 114 cortèges organisés en province... Ce 10 octobre à l'appel des neuf organisations syndicales de la fonction publique, les fonctionnaires ont signifié au gouvernement leur mécontentement profond par la grève et les manifestations. Panorama.

Les fonctionnaires des trois versants de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière) contestent les 120 000 suppressions d'emplois prévues en cinq ans, le gel de leur salaire indiciaire en 2018 alors qu'ils ont déjà perdu plus de 16% de leur pouvoir d'achat en seize ans, la remise en vigueur l'an prochain du jour de carence lors d'un arrêt de travail pour maladie, la non compensation de la hausse de la CSG en janvier prochain et l'absence de gain de pouvoir d'achat, la mise en danger croissante des missions de services publics à travers certaines réformes structurelles encadrant l'austérité budgétaire...

Ce 10 octobre signe d'un profond ras le bol dans la fonction publique, des dizaines de milliers d'agents étaient en grève et ont manifesté à Paris et dans plus d'une centaine de villes en province. A la mi-journée on comptait ainsi 8 000 manifestants à Nantes, 10 000 à Caen, 3 000 à Strasbourg, 4 000 à Clermont-Ferrand, 2 000 à Périgueux, 4 000 à Saint-Nazaire, plus de 10 000 à Bordeaux, plus de 12 000 à Lyon où le secrétaire général de la Confédération FO, Jean-Claude Mailly défilait avec les agents...

À Paris, en tête de cortège, le secrétaire confédéral Pascal Pavageau venu soutenir les fonctionnaires caractérisait le malaise dans la fonction publique. « *Aujourd'hui les agents lancent un cri d'alarme* ». Plus largement expliquait-il, « *voir les neuf organisations syndicales de la fonction publique dans la rue, c'est un premier signal d'unité* ».

« Les héros des temps modernes »

Les fonctionnaires rappellent Pascal Pavageau expriment une grogne qui ne cesse de monter depuis des années. « *Ils viennent dire que cela suffit* ». Certes ils demandent bien sûr « *des revalorisations salariales, le respect des statuts... Ils demandent aussi plus globalement une vraie et honnête reconnaissance de leur travail dans la réalisation des missions* ». Alors que faute d'effectifs et de moyens budgétaires suffisants dans les services, les agents rencontrent de plus en plus de difficultés à assurer des missions en préservant la qualité des services rendus à l'utilisateur, ils sont devenus en quelque sorte « *des héros des temps modernes, des héros du quotidien* » souligne Pascal Pavageau.

Dans le cortège parisien, les manifestants brandissent leurs banderoles et pancartes. « *Make our public services great again* » (redonner de la grandeur à nos services publics) indique une pancarte sur le mode humoristique et parodiant un slogan du président américain, Donald Trump. Une autre parodiant une des tirades cultes de la série TV Kaamelott indique elle « *on en a gros* »... sous-entendu sur le cœur.

« Nous sommes prêts à redescendre dans la rue »

Les fonctionnaires ont beau faire dans l'humour, les conversations entre manifestants ne laissent aucune place au doute : la contestation des mesures gouvernementales à l'intention de la fonction publique a viré à la colère et les agents sont fortement mobilisés ce 10 octobre. La DGFIP (finances publiques) a enregistré beaucoup de grévistes indique la Fédération générale des fonctionnaires FO (FGF-FO). « *À Beauvais dans l'Oise, on enregistre par exemple 37% de grévistes ce midi et les treize sites étaient fermés* ».

Alors que les organisations syndicales de la fonction publique doivent rencontrer le ministre de l'Action et des Comptes publics, M. Gérald Darmanin le 16 octobre pour un rendez-vous salarial (initialement prévu le 10 octobre mais repoussé à l'initiative du ministère), les agents rappellent leurs revendications et montrent leur détermination.

Clémence est contractuelle, elle enseigne le français dans un lycée. Emmanuel est prof de physique. Johanna enseigne elle les arts plastiques. Ces trois collègues et militants FO basés dans l'Essonne confirment cette détermination. « *Nous sommes prêts à redescendre dès demain dans la rue* » indique Johanna.

Tous trois pestent contre « *les réformes, notamment celles portant sur les régimes indemnitaires qui conduisent à une individualisation croissante des rémunérations* ». Ils fustigent les suppressions d'emplois qui entraînent « *un remplacement des titulaires par des contractuels* ». Le caractère public des missions est aussi en danger soulignent-ils.

La crainte d'une dégradation de la qualité des services

« *Le ministère propose aux conseillers d'orientation des formations qui sont réalisées par des boîtes privées* » s'irrite Johanna. Pour ces collègues, « *manifester aujourd'hui constitue aussi une réponse au prochain gel des salaires* ». Emmanuel n'est pas surpris par la cascade d'annonces faites aux fonctionnaires depuis le printemps. « *Cela fait de longues années que nous sommes maltraités par les gouvernements ! Donc rien de nouveau aujourd'hui hormis cette accélération des annonces* ».

Près de ce groupe, d'autres fonctionnaires du secteur hospitalier conversent. Cécile est secrétaire médicale à Paris à l'hôpital Saint-Louis dans le service des greffes de reins. Travaillant dans le même hôpital, Mickaël est aide-soignant. Tous deux militants FO condamnent les « *suppressions de postes dans les services de l'hôpital et la baisse de capacité de ces services alors que paradoxalement l'activité augmente* ».

Ces restructurations et les réformes impactant les rythmes de travail et les horaires des agents « *dégradent la qualité du service rendu et dégradent aussi la vie personnelle des personnels* » indique Mickaël, agent de catégorie C (la plus basse). « *On change régulièrement d'horaires, on perd des jours de congés... Au fil des années, on supporte aussi une dégradation au plan salarial alors que le coût de la vie augmente. Et le gouvernement veut geler nos salaires ? C'est une attitude misérable* ».

Les agents retraités sont là aussi

Présents massivement dans le cortège parisien, les policiers FO (Unité-SGP-Police FO) montrent aussi leur mécontentement face aux annonces. « *L'urgence c'est la hausse du salaire* » résume Eddy, policier dans le 19^e et délégué FO. « *Comment peut-on admettre le gel du salaire donc l'absence totale de perspectives* » indique-t-il contestant le fait « *que la fonction publique soit toujours considérée comme la variable d'ajustement des politiques budgétaires* ».

Venues de Cergy (Val-d'Oise) Christine, Véronique sont fonctionnaires dans le secteur des finances publiques (DGFIP). Josette, une ancienne collègue désormais retraitée est venue aussi manifester. « *J'ai travaillé de dix-sept à soixante-cinq ans et je perçois aujourd'hui une pension de 1 500 euros. Suis-je une nantie pour cela ?* » Josette a participé le 28 septembre à la manifestation des retraités. La hausse de la CSG qui va l'impacter de plein fouet la met « *en rage. C'est une régression sociale grave. Je préfère ne pas faire les calculs pour savoir combien je vais perdre sur ma pension chaque mois l'an prochain !* »

Ses amies Christine et Véronique ont l'humeur aussi sombre. « *C'est un tout qui nous amène à manifester aujourd'hui. Il faut notamment que les gouvernements arrêtent de casser nos services au fil des années* » indique Christine. « *Le ministère ferme par exemple toujours plus de trésoreries. Bilan : les services s'éloignent des usagers et croulent sous le travail. À Cergy, nos effectifs sont insuffisants. Nous sommes contraints de fermer l'accueil du public le mercredi et le jeudi après midi pour pouvoir traiter les dossiers.* » Les deux militantes FO regrettent ce « *recul des services publics de proximité* ».